

Oyem/Vallée des Trois frontières/Démocratie de proximité

L'amélioration des conditions de vie des populations, à l'épreuve de la valorisation de l'intégration sous-régionale



Le gouverneur du Woleu-Ntem, Jean Gustave Méviane (à droite) invité à l'inauguration d'un complexe à Ebolowa (Cameroun).



Le pont du Ntem a rendu fluide le trafic entre le Gabon et le Cameroun.

ZBM  
Oyem/Gabon

A l'occasion de la célébration du 54 anniversaire de l'accession du Gabon à la souveraineté internationale, la présence, à Oyem, des gouverneurs des provinces de Woleu-Nsas et de Kie-Ntem (Guinée Equatoriale) et de la région du Centre Sud (Cameroun), venus, comme l'a souligné lors du dîner de gala, leur homologue du Woleu-Ntem, Jean Gustave Méviane, « rehausser l'éclat de cette Fête nationale, que tous les Woleu-Ntémis ont célébrée dans la joie des cœurs, la communion des intelligences et la sérénité des esprits », n'a surpris personne. Tant elle fait désormais partie du décor. Dans cette région des Trois frontières, un concept mène le bal, en effet, quand il s'agit de magnifier les relations de bon voisinage et de valoriser l'intégration sous-régionale : la démocratie de proximité.

Au-delà du caractère liturgique du rituel auquel sacrifient, à chaque événement majeur organisé dans le septentrion, les gouverneurs de deux provinces équato-guinéennes et de la région du Centre-Sud Cameroun, qui partagent des limites communes avec le Woleu-Ntem, il s'est surtout agi, selon Jean Gustave Méviane, de « témoigner de l'engagement de nos chefs d'Etat respectifs, à donner corps à cette nécessité de renforcer la diplomatie de proximité dans la Vallée du Ntem et en zone Cemac ».

« Le vibrant et constant plaidoyer du président de la République, Ali Bongo Ondimba, et de l'ensemble de ses pairs, chefs d'Etat d'Afrique centrale, pour un régionalisme au service de la croissance économique, du développement social et du bien-être des populations de nos Etats, a balisé le chemin et inspiré chacune de nos fréquentes rencontres, qu'elles soient officielles ou informelles », a poursuivi le gouverneur du Woleu-Ntem.

A dire vrai, les efforts constants des chefs d'Etats, rappelés par la première autorité provinciale, pour rapprocher les peuples et harmoniser des politiques publiques, notamment commerciales ou d'intégration économique, n'ont pas toujours véritablement contribué, dans la Vallée du Ntem, au progrès social et à la lutte contre la pauvreté et le chômage. Encore moins, transformé la zone des Trois-frontières en un marché attractif pour les investisseurs, comme cela avait été annoncé lors du lancement, en 2003, de la construction du pont sur le Ntem à Eboro, localité située dans la province du Woleu-Ntem.

Magnifique ouvrage mixte bipoutre acier-béton à deux voies, pour une longueur de 180 m, le pont sur le Ntem, censé participer à l'aménagement des Trois-Frontières, avait nécessité un investissement de 4,6 milliards de frs, réalisé par les trois pays, avec l'appui de l'Union européenne.

**VOLONTÉ D'INTÉGRATION** • Lors de son inauguration, le 20 octobre 2005, le représentant du président Omar Bongo Ondimba, le vice-président Didjob Divungi Di Dinge, et le ministre gabonais de la Planification de l'époque, Casimir Oye Mba, ordonnateur régional du projet, avaient déclaré que le pont sur le Ntem à Eboro, concrétisait la volonté d'intégration exprimée par les trois chefs d'Etat et son importance économique dans les échanges, notamment entre le Cameroun et le Gabon.

Son de cloche repris en chœur par le ministre des Travaux publics du Cameroun, Martin Aristide Okouda, et le représentant de l'Union européenne. Il apparaît pourtant, dix ans plus tard, que, quoique le volume des échanges a certainement doublé, voire triplé, que le temps de déplacement a été réduit et que la circulation des biens et des personnes s'en est trouvée considérablement facilitée, vu que l'obstacle que consti-

tuait la traversée par le bac a été levé, la création promise d'un espace économique commun, pour l'insertion de la sous-région dans l'économie mondiale est restée, pour sa part, un vœu pieux.

Or, la valorisation de l'intégration sous régionale dans les discours officiels doit avoir pour objectif et avantages immédiats l'amélioration des conditions de vie des populations frontalières. Au moment où, une vingtaine d'années après sa création, la Cemac affiche un bilan plutôt en demi-teinte, les populations du Woleu-Ntem sont nombreuses à souhaiter que la « démocratie de proximité » franchisse l'étape des retrouvailles autour d'un simple espace d'échanges communautaires pour s'ériger en une structure institutionnelle de coopération au rôle et aux missions plus renforcés.

Du fait de son caractère dit de proximité, ce cadre d'échanges au niveau des gouverneurs du Woleu-Ntem de Woleu-Nsas et de

Kie-Ntem et du Centre Sud, devrait être capable de donner une impulsion nouvelle aux initiatives des chefs d'Etat et à leur engagement pour relever les défis essentiels touchant aux préoccupations des populations.

Il pourrait, par exemple, être fondé à faire des propositions dans les secteurs de la douane, du commerce, des transports, des banques en vue de favoriser une réelle croissance qui profite aux populations de la Vallée des Trois frontières et, plus généralement, de l'ensemble de la zone Cemac.

La Vallée des Trois-Frontières a ceci de particulier qu'elle regorge de matières premières agricoles. A défaut de pouvoir impulser et coordonner un environnement favorable à la création des richesses, la « démocratie de proximité » pourrait ainsi aider les gouvernements respectifs du Gabon, de Guinée Equatoriale et du Cameroun, à trouver des mécanismes, en vue de parvenir à l'autosuffisance alimentaire.